La lettre d'information de Rémi Cardon

Retour au SÉNAT !

De retour au Sénat, je tiens à vous remercier pour votre confiance renouvelée. Vous m'avez réélu avec près de 30 % de voix de plus qu'en 2020, et je continuerai à défendre la Somme et ses habitants.

Alors que les lycéens se mobilisent pour de meilleures conditions d'apprentissage et que la hausse des prix pèse sur les ménages, j'appelle le Gouvernement à entendre la colère qui s'exprime sur le terrain. Dans le débat budgétaire qui s'ouvre, je m'appuierai sur vos retours pour défendre des mesures de justice sociale et fiscale pour redonner à nos collectivités les moyens d'agir... *retrouvez mon édito sur* **rémicardon.fr**



Page 2

Dans la Somme

Assainissement : quels leviers au Parlement ?



Page 3

Au Sénat

Mobilisation générale sur le débat budgetaire



Page 4

Sur le terrain

À Sailly-Flibeaucourt, on s'unit face au coût de l'énergie

ASSAINISSEMENT : ACCÉLÉRER LA MISE EN CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS



Préserver l'eau, un enjeu majeur pour nos territoires

La préservation de la qualité de l'eau constitue un enjeu environnemental et sanitaire majeur pour nos territoires. Pourtant, de nombreuses habitations disposent encore d'installations d'assainissement non conformes, entraînant des rejets d'eaux usées insuffisamment traitées dans le milieu naturel.

Renforcer les contrôles lors des ventes immobilières

Pour répondre à cette problématique, j'ai déposé une **proposition de loi** qui vise à rendre obligatoire le contrôle des installations d'assainissement, collectif comme non collectif, lors de chaque vente immobilière. Le texte prévoit également de faire peser sur le vendeur la responsabilité de la mise en conformité, afin d'éviter que les travaux ne soient reportés ou abandonnés après la transaction.



37 %
des dispositifs d'assainissement non collectif contrôlés sont non conformes.

Source : Office français de la biodiversité (OFB), données 2024 publiées en juin 2026.

Accélérer la mise en conformité des installations

Des exceptions seraient prévues pour les ventes à des organismes publics. Cette mesure permettrait d'accélérer la modernisation des installations, de responsabiliser les propriétaires et de réduire durablement les pollutions, tout en contribuant à une meilleure protection de notre ressource commune : l'eau.



TGV DANS LA SOMME : UN SERVICE PUBLIC À DÉFENDRE !



De 11 à 3 navettes par jour en gare d'Amiens

Gare TGV Haute-Picardie : un service public qui s'efface

Avec la réduction drastique des navettes reliant Amiens et Saint-Quentin à la gare TGV Haute-Picardie, passées de 11 à seulement 3 par jour, notre département peine encore à bénéficier d'un véritable accès à la grande vitesse.

Le TGV à Amiens : à quel prix ?

Alors que les collectivités ont déjà largement contribué à l'Investissement de la future liaison TGV d'Amiens, les incertitudes demeurent. Peut-on leur demander de financer toujours davantage le fonctionnement de ces lignes ?

J'ai interpellé le ministre des Transports sur ces deux dossiers. Le train doit rester un service public accessible à tous, et non devenir un privilège dicté par la seule rentabilité financière.

VIE CHÈRE : UN BUDGET QUI PÈSE SUR LES FRANÇAIS.

Alors que le pouvoir d'achat recule, le budget 2027 du Gouvernement ferait peser de nouvelles économies sur les retraités, les familles et les malades : pensions moins revalorisées, prestations et aides gelées, allocation de rentrée scolaire réduite et dépenses de santé alourdies. **Ces choix fragiliseront davantage celles et ceux qui peinent déjà à boucler leurs fins de mois.**

Avec mes collègues socialistes, je me battrai au Sénat contre la désindexation des pensions et la hausse des franchises médicales.

Nous défendrons un effort mieux réparti, en sollicitant davantage les très hauts revenus et les plus gros patrimoines. Le pouvoir d'achat des Français ne peut pas servir de variable d'ajustement budgétaire. Soyez assurés que je serai présent au Sénat pour exiger un rééquilibrage de l'effort budgétaire.

Défendre les moyens d'agir des élus locaux, protéger les liberté locales.

Nous nous battrons au Sénat pour défendre votre autonomie et vous redonner les moyens d'agir. Je porterai notamment un amendement pour relever la dotation globale de fonctionnement (DGF) à 42,1 milliards d'euros, afin de rattraper les baisses successives et les effets de l'inflation. Continuez à me faire part de vos difficultés et de vos attentes : elles nourrissent mon engagement à vos côtés.

BUDGET 2027 : LES CHIFFRES-CLÉS

***8%**
C'EST L'AUGMENTATION QUE POURRAIENT CONNAITRE LES COMPLÉMENTAIRES SANTÉ SUITE AUX **ÉCONOMIES DU GOUVERNEMENT SUR LES FRANCHISES ET PARTICIPATIONS**

***246€**
C'EST LE MONTANT QUE VA PERDRE UN RETRAITÉ AU DESSUS DE 2034€ SUITE AUX **ÉCONOMIES DU GOUVERNEMENT SUR LES REVALORISATIONS**

***210€**
C'EST LE MONTANT MOYEN QUE VONT PERDRE LES FAMILLES SUITE AUX **ÉCONOMIES DU GOUVERNEMENT SUR L'ALLOCATION DE RENTRÉE**

BUDGET 2027 : LES COLLECTIVITÉS À NOUVEAU DANS LE VISEUR.

Le PLF vous demande un effort direct de 5,4 milliards d'euros, soit près de 800 millions de plus que dans le projet de budget de l'an dernier. Le Comité des finances locales juge ce budget « ravageur pour les collectivités et donc nos concitoyens », et je partage ce constat. Il estime la contribution réelle des collectivités à la réduction du déficit public à au moins 7 milliards d'euros, en intégrant la hausse des cotisations des employeurs locaux à la CNRACL (1,2 à 1,5 milliard).

MON AMENDEMENT

Porter la DGF de **27,54 Md€** à **42,10 Md€,**
soit le niveau qu'elle aurait atteint si, au lieu de subir des coups de rabot successifs, elle avait toujours suivi l'inflation.

CE QUE CONTIENT LE TEXTE



Report des remboursements des DILICO 1 et 2 : étalement sur cinq ans au lieu de trois, soit 300 millions d'euros différés.

Écrêtement de la TVA : 500 millions d'euros en moins pour les départements et le bloc communal.

Baisse de 25 % du FCTVA : 2,1 milliards d'euros en moins pour l'investissement local, sans compensation suffisante du Fonds vert.

Désengagement de l'État auprès des régions : 800 millions d'euros de financements supprimés, notamment pour la formation des infirmiers, l'apprentissage et les fonds européens.

Contribution progressive à l'effort budgétaire (CPEB) : 2,5 milliards d'euros prélevés sur 40 % des communes, tous les EPCI de métropole et 60 % des départements, sans remboursement ni concertation.

5,4 MILLIARDS €
C'EST L'EFFORT EXIGÉ DES COLLECTIVITÉS

SUR LE TERRAIN

Avec Vous, la Somme a de l'Avenir !
Être un facilitateur de vos projets au service de la réussite de vos mandats : c'est ma façon de concevoir mon mandat de Sénateur. J'accompagne les élus locaux pour lever les blocages et trouver des réponses concrètes aux attentes des habitants. **Contactez nous !**

À SAILLY-FLIBEAUCOURT, ON S'UNIT FACE AU COÛT DE L'ÉNERGIE



Acheter ensemble pour réduire la facture

À Sailly-Flibeaucourt, le CCAS mise sur une commande groupée de fioul et de granulés de bois pour aider les habitants à réduire leurs dépenses de chauffage. Ouverte à tous, cette initiative constitue la première étape d'un projet plus large : redynamiser l'action sociale et renforcer la solidarité sans stigmatiser les personnes qui ont besoin d'aide.

Recréer du lien au quotidien


Courrier picard
À Sailly-Flibeaucourt, on s'unit face au coût de l'énergie

Une plateforme d'échanges entre habitants est en préparation pour faciliter les prêts de matériel, les services et le covoiturage.

L'accueil en mairie et le porte-à-porte permettront aussi d'identifier les besoins et d'accompagner les personnes éloignées du numérique. D'autres pistes sont envisagées, notamment pour l'accès au pain et la mobilité, avec une même ambition : rompre l'isolement grâce à l'entraide locale.



Reportages | articles complets | contact **mes actions | en suivant le QR code**

Me contacter

Je reçois sur rendez-vous à ma permanence parlementaire à Camon. Pour tout renseignement, merci de contacter mes collaborateurs à l'adresse :

contact@remicardon.fr

Dans la Somme : 33 rue Roger Salengro - 80450 Camon
Au Sénat : 15 rue de Vaugirard - 75291 Paris CEDEX 6

La Somme a de l'Avenir

Pour en savoir plus
rendez-vous sur mon site et suivez mon actualité sur mes réseaux sociaux

remicardon.fr